



UNION
NATIONALE DES
ASSOCIATIONS
FAMILIALES

La Présidente

Paris, le 28 février 2018

PRE/DIR/GL

Madame Agnès BUZYN
Ministre des Solidarités et de la Santé
Ministère des Solidarités et de la Santé
14, avenue Duquesne
75700 PARIS

Objet :
Situation à Mayotte

Madame la Ministre,

Implantées en métropole et dans les DOM, les UDAF sont au contact direct avec les familles, et avec les problématiques spécifiques à chaque territoire français. Elles sont les porte-paroles des attentes et inquiétudes des familles.

Comme vous le savez, notre réseau des UDAF comprend depuis 2015, une UDAF à Mayotte, constituée à la demande des pouvoirs publics. Par un message du 27 février, l'UDAF de Mayotte nous alerte sur le climat d'insécurité croissant dans ce département et sur ses conséquences graves pour les familles.

Il m'a semblé indispensable de vous relayer la situation exposée par le Président de l'UDAF de Mayotte, ALI Nizary, qui constitue un « cri d'alerte » auprès des plus hautes autorités de l'Etat :

« Depuis plusieurs années, Mayotte est touchée par une vague de violences et de cambriolages d'une ampleur et d'une rapidité extrêmement inquiétante et touchant l'ensemble de sa population. Les violences à la personne ont également explosé et touchent aujourd'hui l'ensemble du territoire de façon brutale et quotidienne. Les agressions sont d'une extrême violence et interviennent partout (lieu de travail domicile, plage et place public).

Nos semaines sont marquées par des faits divers, plus ou moins graves, plus ou moins sordides. L'insécurité est réelle. La particularité de la problématique de l'insécurité à Mayotte, c'est que tout le monde est concerné et que personne n'est à l'abri. On est en danger et en danger immédiat la plupart du temps selon les habitants. Le département connaît également des problèmes de violences scolaires : les bus scolaires sont attaqués et caillassés, et les établissements scolaires sont devenus le théâtre de toute sorte de violence entre les jeunes (à l'intérieur et à

Mansour

l'extérieur). On assiste très souvent à une sorte de guérilla entre les forces de l'ordre et les jeunes délinquants. Et les forces de l'ordre sont souvent caillassées par les jeunes lors de leurs interventions qui sont pourtant justifiées. Très souvent, ces délinquants sont mineurs, parfois très jeunes, une dizaine d'années tout au plus. Ils ont parfaitement intégré l'idée qu'ils sont intouchables puisque mineurs. Dans ce contexte, le sentiment d'impunité se développe de plus en plus. L'île connaît surtout une délinquance juvénile importante: un tiers des actes de délinquance sont imputables à des mineurs. Mayotte est confrontée à une forte croissance démographique, à une importante pression migratoire (dont plusieurs dizaines de milliers de clandestins venus des Comores, situés à 70 km de Mayotte), et à un taux de chômage très élevé. L'ancien procureur Joël Garrigue avait prédit un cataclysme en 2017 si cette délinquance continuait d'augmenter. Et Mansour Kamardine alors député de Mayotte a déclaré en 2016 que Mayotte est au bord de l'explosion et de la guerre civile.

Aujourd'hui les choses ont pris des allures inquiétantes. L'ensemble des établissements scolaires sont fermés depuis maintenant plusieurs semaines puisque les enseignants ainsi que l'ensemble des personnels ont usé de leur droit de retrait. Les transporteurs scolaires ont fait de même après des caillassages à répétition dont ils sont victimes. Ils dénoncent tous l'insécurité grandissante qui touche dans le département. Plusieurs réunions entre les familles, les associations, les enseignants, le vice-rectorat, les élus et les services de l'État ont été organisées un peu partout et aucune solution n'a encore été dégagée. Par conséquent, les familles ainsi que les élèves sont pris en otage il y a maintenant plusieurs semaines à quelques mois des examens. En l'absence de réponses des autorités locales compétentes (selon les organisateurs), un collectif de citoyens composé des organisations syndicales, des transporteurs et des associations est né pour demander la sécurité des biens et des personnes dans le département. Le collectif s'est donc saisi de la question de l'insécurité et des manifestations de mécontentement sont organisées partout depuis maintenant deux semaines.

Les familles sont extrêmement dépassées et affectées par cette situation. Elles demandent plus de sécurité dans le département afin que les établissements puissent ouvrir et que les transports scolaires puissent rouler en toute sécurité. Les familles demandent enfin qu'une solution urgente soit trouvée pour débloquer la situation et apaiser la tension sociale actuelle qui est extrêmement électrique. Les familles ont le sentiment d'être abandonnées par les pouvoirs publics et la nation. Elles sont terrorisées au quotidien et sont donc impuissantes face à cette situation.

Nous sollicitons l'aide de l'UNAF pour alerter officiellement le Gouvernement et notamment le Premier ministre et le Ministère de l'Intérieur sur la situation actuelle de Mayotte et plus particulièrement la question de l'insécurité du département. De mon côté, j'alerte les autorités sur la situation actuelle de Mayotte. Pour moi il y a vraiment une urgence sociale et une nécessité absolue d'avoir des réactions ou des solutions sérieuses pour rassurer la population et éviter l'explosion sociale. La situation est tellement électrique et je crains personnellement le pire. Il faut à mon avis des mesures spéciales et urgentes pour canaliser cette situation et apporter les

Maaf

solutions qui s'imposent. Aujourd'hui le collectif a appelé d'observer une journée île morte sur tout le département. ».

Madame la Ministre, vous vous étiez déplacée à Mayotte et aviez pu mesurer l'ampleur des difficultés.

En qualité de représentants des familles et d'interlocuteurs des pouvoirs publics, nous considérons qu'il est de notre devoir de relayer ce message d'alerte formulé par un membre de notre réseau, à partir des difficultés concrètes que l'UDAF constate auprès des familles.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'assurance de ma haute considération.

*tes
respectueusement
amitiés*

MA3



Marie-Andrée BLANC

C.C. :

Monsieur Edouard PHILIPPE, Premier Ministre

Monsieur Gérard COLLOMB, Ministre de l'Intérieur

Monsieur Nizary ALI, Président de l'UDAF de Mayotte